



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-63600>

Département(s) de publication : **972**

Annonce n° **25-63600**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de Saint-Joseph

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 21972224600010

Ville : Saint-Joseph

Code postal : 97212

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 972

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://saintjoseph972.achatpublic.com>

Identifiant interne de la consultation : 2025/07

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Direction des affaires juridiques

Adresse mail du contact : Commande.publique@stjoseph972.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 0596576006

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve** : Conditions de participation tels que mentionnées dans les documents de la consultation
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Conditions de participation tels que mentionnées dans les documents de la consultation
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Conditions de participation tels que mentionnées dans les documents de la consultation

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 30/06/2025 à 15:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non
Possibilité d'attribution sans négociation : Oui
L'acheteur exige la présentations de variantes : Oui
Critères d'attribution : prix 40 % - valeur technique 60%

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : CONSTRUCTION D'UN POSTE DE POLICE EN STRUCTURE MODULAIRE EQUIPEE - lot 2 Fourniture et installation de modulaires de bureaux

Code CPV principal - Descripteur principal : 44211100

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Le présent marché a pour objet la construction du nouveau poste de la police municipal en structure modulaire équipée à la Rue Eugène Maillard, dans le centre Bourg de la Ville de Saint Joseph.

Lieu principal d'exécution du marché : Rue Eugène Maillard 97212 SAINT-JOSEPH

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détail sur la visite (si oui) : Détails de la visite indiqués dans les documents de la consultation

Autres informations complémentaires : Modalités essentielles de financement, de garanties et caution indiquées dans le règlement de la consultation. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Fort-De-France 12 rue du Citronnier - plateau Fofo - cs 17103 97271 Schoelcher Cedex, tél : 05-96-71-66-page 3 / 3 67, courriel:greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr, télécopieur : 05-96-63-10-08 adresse internet:<http://martinique.tribunaladministratif.fr> . Voies et délais d'introduction des recours : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (Cja) et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme mais pas après la signature du contrat. Recours en contestation de la validité du contrat ouvert aux tiers et pouvant être exercé dans un délai de deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 05/06/2025